Recrutement d'un-e- Consultant-e national(e) pour la réalisation d'une étude sur l'accès des femmes entrepreneures à la commande publique en Côte d'Ivoire

Projet « Autonomisation économique de la femme à travers l'accès aux opportunités de marchés en Afrique de l'Ouest »

Termes de Référence

A. DESCRIPTION DU CONTEXTE

Les marchés publics[1] représentent 15 à 30 % du PIB mondial. Les achats peuvent parfois absorber jusqu'à 50% du PNB dans certains pays. Les marchés publics créent donc des opportunités d'affaire qui sont depuis longtemps reconnues comme un moteur de croissance pour les Petites et Moyennes Entreprises (PMEs). Pourtant, en Afrique de l'Ouest, alors que les entreprises détenues et / ou dirigées par des femmes représentent une part croissante de l'écosystème entrepreneuriale, les PMEs détenues par les femmes sont largement sous-représentées en tant que fournisseurs, n'obtenant qu'environ 1% des contrats d'approvisionnement. En Côte d'Ivoire, le Gouvernement consacre d'énormes ressources aux marchés publics. Selon Social Justice et Open Contracting Partnership (2022)[2], la Côte d'Ivoire a consacré plus de 1 894 milliards de FCFA aux marchés publics en 2019 contre 416 milliards de FCFA en 2012.

Selon les données du Centre d'Intelligence Economique de l'Agence CI PME (2020)[3], 34% des PMEs sont dirigées par des femmes et plus d'un tiers (39%) ont au moins une femme au sein du conseil d'administration ou de la direction. Cependant, le pourcentage des femmes ayant accès au processus de passation des marchés publics et privés demeure faible. Les causes sont multiples, aux premiers rangs desquelles se trouve les problèmes liés à la compétitive des entreprises détenues par des femmes et l'accès limité à l'information. En effet, les femmes propriétaires d'entreprises informelles opèrent souvent avec des infrastructures physiques médiocres. Elles sont également exposées au risque d'activités criminelles et de violences sexistes.

Par ailleurs, plusieurs PMEs et en particulier celles dirigées par des femmes ont été négativement impactées par la Covid-19 qui a frappé l'Afrique de plein fouet en janvier 2020. La Banque

[1] Dans ces TDRs, les concepts suivants seront utilisés indistinctement : (i) Commande publique, (ii) marches publics, et (iii) marchés public, marchés privés et marches internationaux. Le/La Consultant-e en fera la distinction nécessaire.
[2] Social Justice et Open Contracting Partnership (2022). Cadre légal, normatif et sociologique de la commande publique, Abidjan, Côte d'Ivoire.
[3] Agence Côte d'Ivoire PME et ONU Femmes CI (2020). Evaluation de l'impact de la Covid-19 sur les activités des PMEs ivoiriennes, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Africaine de Développement (BAD) estimait de façon prospective que la Covid-19 pourrait coûter à l'Afrique une perte de PIB allant de 145,5 milliards de dollars US dans le scenario de référence a 189,7 milliards de dollars US dans le pire des cas. Cela correspondrait à une contraction attendue du PIB réel de 3,4 % en 2020. La BAD indiquait également que cette tendance était susceptible d'affecter davantage les PMEs dirigées par des femmes en Afrique, car elles disposaient déjà de réserves financières limitées et de flux de trésorerie irréguliers avant la pandémie. Une enquête[4] menée par ONU Femmes et *l'Agence Côte d'Ivoire PME* (CIV-PME) a révélé, en moins de 6 mois après la survenue de la pandémie, que 64 % des entreprises dirigées par des femmes ont été contraintes de fermer ou de cesser leurs activités contre 52 % des entreprises dirigées par des hommes. En raison des restrictions de mobilité, les femmes ont soit été obligées de fermer leurs entreprises, de réduire leurs heures de travail ou le nombre de leurs employés du fait d'une réduction de leurs activités et une baisse de leurs revenus, ou de contracter des hypothèques. Une enquête menée par Impact Her dans différents pays africains a révélé que 34 % des Entreprises dirigées par les Femmes (EDFs) ont déclaré avoir licencié des travailleurs et 25 % ont déclaré avoir dû réduire les salaires de leurs employés. Face à ces contraintes, les femmes entrepreneures sont désireuses d'avoir un accès égal à l'information et aux différentes opportunités d'appui aux entreprises pour être plus compétitives. Elles ont également besoin d'appuis spécifiques et de renforcement de capacités pour rester en affaire et/ou accroitre la compétitivité de leurs entreprises.

L'intégration d'initiatives d'approvisionnement sensibles au genre dans les stratégies de réponse et de relance dans un contexte marqué par la pandémie Covid-19 et la crise ukrainienne, représente une opportunité d'atténuer l'impact direct de ces crises sur les entreprises dirigées par des femmes.

Au regard du contexte décrit ci-dessus et en cohérence avec son mandat, ONU Femmes en partenariat Banque Africaine de Développement, We-fi, le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'enfant, le Ministère du commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PMEs et l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics, mettent en œuvre projet : "*Autonomisation économique des femmes grâce à reforme positive des achats en Afrique de l'Ouest* ". Cette initiative proposée soutient la réforme et le renforcement institutionnel pour améliorer l'accès des entreprises dirigées par des femmes aux marchés publics et également le développement d'initiatives d'approvisionnement sensibles au genre dans le cadre des stratégies de réponse à la situation de rupture des chaînes d'approvisionnement causée par les récentes crises successives. C'est dans ce contexte que ONU Femmes, recherche un(e) Consultant(e) national(e) pour la réalisation d'une étude sur l'accès des femmes entrepreneures à la commande publique en Côte d'Ivoire.

B. PRESENTATION DU PROJET ET PORTEE DE L'ACTIVITE

Le projet "Autonomisation économique des femmes grâce à une réforme positive des achats en Afrique de l'Ouest " vise à contribuer à l'autonomisation économique des femmes en favorisant leur accès aux marchés publics et privés.

[4] Agence Côte d'Ivoire PME et ONU Femmes CI (2020). Evaluation de l'impact de la Covid-19 sur les activités des PMEs ivoiriennes, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Deux (2) composantes structurent les interventions de ce projet : (i) la Reforme d'accès aux marchés et (ii) Initiative d'accès aux marchés comme accélérateur de relèvement économique post crise. De façon spécifique, les actions à conduire dans le cadre de ce projet contribueront à l'atteinte des objectifs de l'axe 2 : " Renforcer les capacités des entreprises dirigées par des femmes à fonctionner dans une économie dans un contexte post-crise et un contexte global où les chaines d'approvisionnement sont affaiblies.

C. OBJECTIFS DE L'ETUDE

La problématique de l'accès des femmes à la commande publique est nouvelle et peu de données existent sur la situation spécifique des femmes entrepreneures en Côte d'Ivoire en lien avec la commande publique. L'objectif général de la mission est de produire une étude sur l'accès des femmes entrepreneures ivoiriennes aux marchés publics, privés et internationaux.

Sous la responsabilité générale de la Coordonnatrice Technique Autonomisation Economique de ONU Femmes Côte d'Ivoire et la supervision directe de la Coordonnatrice Nationale du Projet *Affirmative Procurement Reform for Women in West Africa* ; le/ la Consulatnt(e) s'appliquera à :

- Affiner les données de base sur l'accès des femmes entrepreneures aux marchés publics, privés et internationaux ;
- Établir le profil socio-économique des entreprises dirigées par des Femmes (EDFs) en Côte d'Ivoire ;
- Établir le profil socio-économique des femmes dirigeantes de PME en Côte d'Ivoire ;
- Établir la liste des secteurs d'activités où se trouvent les opportunités/offres de marchés publics, privés et internationaux ;
- Produire des données récentes sur la participation des Entreprises Dirigées par les Femmes (EDF) aux marchés publics (applications, obtention de contrats et exécution de contrats) ;
- Faire une analyse SWOT de l'accès des EDFs aux marchés publics, privés et internationaux en période post pandémie a Covid-19 ;
- Faire une analyse comparative de l'accès des femmes à la commande public avant et après Covid-19 ;
- Identifier les domaines de renforcement des capacités des EDFs sont identifiées ;
- Établir un plan de renforcement de capacités des EDFs assorti d'un chronogramme d'exécution avec une proposition de partenaires d'exécution ;
- Ressortir des recommandations et identifier les besoins de renforcement de capacités pour un meilleur accès des EDFs à la commande publique.

D. METHODOLOGIE

Le/La consultant-e établira une note méthodologique (intégrant un chronogramme de travail) validée par la Coordonnatrice Nationale du Projet et l'Analyste Statisticien. Il/Elle devra interagir de façon régulière avec la Coordinatrice Nationale du Projet, avec l'appui de l'équipe Autonomisation Economique. Les différents livrables produits feront l'objet de validation au cours d'un atelier qui regroupera des représentant-e-s des parties prenantes concernées.

E. PRINCIPAUX LIVRABLES ATTENDUS

Les principaux livrables attendus pour cette étude sont les suivants :

- Un rapport de démarrage ;
- Un rapport final de l'étude en format Word contenant :
- Le profil socio-économique des Entreprises Dirigées par des Femmes (EDFs) en Côte d'Ivoire et celui des femmes dirigeantes de PMEs en Côte d'Ivoire ;
- La liste des secteurs d'activités à forte opportunités/offres de marchés publics, privés et internationaux ;
- Un plan de renforcement de capacités des EDFs avec un chronogramme d'exécution ainsi que des propositions d'expertise pour l'opérationnaliser ;
- Un fichier Excel des données fiables et récentes sur la participation d'EDFs aux marchés publics (applications, obtention de contrats et exécution de contrats) ;
- La base des données brutes de l'enquête contenant les données individuelles ;
- Le masque de saisie ou les questionnaires de l'enquête ;
- Une présentation PowerPoint des résultats de l'étude.

F. PAIEMENTS DU/DE LA CONSULTANT-E

Livrables	**Montant**
Production du rapport de démarrage de l'étude	30%
Production du rapport provisoire de l'étude et des versions provisoires de tous les autres livrables contractuels ;	30%
Production du rapport final de l'étude et des versions finales de tous les autres livrables contractuels.	40%

G. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL

Le/La consultant-e travaillera sous la supervision le Coordonnatrice Technique WEE et la supervision directe de la Coordonnatrice Nationale du Projet.

H. DUREE DE LA MISSION

La durée de la mission sera de 30 jours ouvrables y compris la période de rédaction du rapport.

I. LIEU D'AFFECTATION

Le/La consultant-e national-e sera basé-e à Abidjan.

J. CONSIDERATIONS ETHIQUES ET PREPARATION DE LA MISSION

Le/la Consultant-e devra tenir compte de toutes les spécificités pour le bon déroulement de la mission et pour la confidentialité des répondants ainsi que de toutes les normes requises en matière de collecte des données individuelles.

K. QUALIFICATIONS ET COMPETENCES

Le/ La Consultant-e devra satisfaire aux conditions suivantes :

- Être titulaire d'un Diplôme d'Études Supérieures (BAC + 4 au moins) en Statistique, Commande Publique, Genre, en sciences économiques ou dans un domaine connexe ;
- Justifier d'au moins 05 ans d'expérience professionnelle dans des postes requérant une connaissance de la thématique du genre et économie ;
- Avoir une très bonne expérience de la commande publique, des marchés publics, privés et internationaux ;
- Avoir une très bonne expérience dans le domaine de l'entrepreneuriat et l'entrepreneuriat féminin en particulier ;
- Avoir une bonne connaissance des services financiers en Côte d'Ivoire ;
- Avoir une bonne connaissance des questions internationales et nationales d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes, en particulier sur l'autonomisation économique des femmes et des jeunes filles ;
- Démontrer une bonne capacité rédactionnelle, de communication et de travail en équipe ;
- Faire preuve d'une capacité à produire des résultats de qualité dans les délais impartis et à travailler sous pression ;
- Avoir une facilité d'apprentissage et d'adaptation, une autonomie dans l'exercice des tâches ;
- Respecter la diversité et pouvoir travailler en équipe ;
- Avoir une excellente maîtrise de la langue française, une bonne connaissance de l'anglais et une expérience de travail avec le système des Nations Unies seraient des atouts.

Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées (à compétence égale, une candidature féminine sera retenue).

L. PROPOSITION D'OFFRE FINANCIERE ET DELAI DE PAIEMENT

L'offre financière du/de la consultant-e doit être forfaitaire. Le forfait doit inclure les honoraires, les frais de mission et de communication, etc.

M. PRESENTATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les documents ci-dessous doivent être contenus dans l'offre technique du soumissionnaire :

a) **Le Curriculum Vitae (CV) ou P11**, indiquant toutes les expériences antérieures et les contacts (courriel et numéros de téléphone) de 3 personnes de référence ;
b) **Une description détaillée de la méthodologie de travail** et l'approche pour exécuter le travail selon les TDRs ;

c) **La proposition financière** indiquant le montant forfaitaire proposé par le soumissionnaire pour la conduite de la mission.

Toutes les candidatures peuvent être envoyées via e-mail à l'adresse électronique suivante aby.soro@unwomen.org avec en copie l'adresse olga.azelokonon@unwomen.org ou sous plis fermé portant la mention « Etude sur l'accès des femmes entrepreneures à la commande publique en Côte d'Ivoire» à l'adresse mentionnée ci-dessous, au plus tard le **14 février 2023 à 17h30 (GMT).**

Abidjan, 2 Plateaux Vallons, non loin de l'ambassade du Ghana
06 BP 2830 Abidjan 06 – Tél : 27 22 51 87 71 / 07 08 90 55 45

N. LES CRITERES D'EVALUATION TECHNIQUE

1. Critères d'évaluation technique

Évaluation des qualifications et expériences		Note maximum	Consultant-e				
			A	B	C	D	E
01.	Qualification et expérience du-de la Consultant-e dans le domaine de la réalisation d'études statistiques et de la gestion des connaissances	10					
02.	Expérience du-de la Consultant-e en matière de Commande Publique, Genre, et en sciences économiques	10					
03.	Références antérieures pour des travaux similaires	10					
Total		**30**					

Formulaire d'évaluation de l'approche méthodologique		Note maximum	Consultant-e				
			A	B	C	D	E
3.1	La proposition montre-elle une compréhension pertinente des objectifs et résultats attendus ?	15					

3.2	Les aspects importants de la mission ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ? épicène ?	15					
3.3	La proposition comprend-elle une méthodologie cohérente ?	15					
3.4	La proposition comprend-elle un cadre de suivi et de feedback avec les commanditaires ?	10					
3.5	La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalisables et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution de la mission ?	15					
Total		**70**					

Seront jugé-e-s techniquement qualifié-e-s les candidat-e-s qui obtiendront au minimum 70 points de la note maximale de 100 points. La note technique ainsi obtenue sera pondérée à 70%.

2. Évaluation financière

La note financière pondérée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(offre financière la plus basse) / (offre financière de A)] x 30.

3. Sélection finale

Le marché sera attribué au/à la Consultant-e ayant présenté le meilleur score combiné – rapport qualité/prix, évaluation cumulative (technique pondérée à 70% + financière pondérée à 30%).